



LE MAILLON DÉCHAÎNÉ

N° 61 - 19 décembre 2018

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste



Gazette révolutionnaire des usines Ford Blanquefort - **FAI**

Macron fait semblant de reculer mais persiste. Ils ont peur : c'est le moment d'y aller, ensemble, contre l'injustice sociale !

Alors que le gouvernement prédisait un essoufflement du mouvement des gilets jaunes, le 15 décembre, nous étions des dizaines de milliers à manifester, pour dire notre colère, rejoint par la jeunesse étudiante et lycéenne, révoltée par cette société au service des plus riches.

La veille, à l'appel de la CGT, Sud et FSU, des dizaines de milliers de salariés se sont saisis de cette journée pour affirmer leur volonté que cette lutte s'étende dans les entreprises, par la grève. Beaucoup dénonçaient en même temps la politique de la direction de la CGT, si prompt à se propulser pour dialoguer avec le gouvernement, et si lente à appeler à rejoindre le mouvement.

Pas plus que le gaz et la matraque, les miettes ne peuvent pas arrêter la colère !

Les quelques propositions du gouvernement des riches sont rejetées. Macron avait en effet fait mine de reculer en annonçant une augmentation du Smic de 100 €... « *sans qu'il en coûte un euro de plus pour l'employeur* ». En réalité, cela ne concernera qu'une partie des salariés au SMIC et ce sera donc payé par nos impôts : pas question de réintroduire l'ISF et de toucher aux riches, aux patrons et grands actionnaires ! Ce sera pris sur le budget de la sécu, de la santé, de l'éducation, des services publics... Et pour tous les autres salariés, les chômeurs et ceux qui vivent des minima sociaux, il n'y a rien. Seuls une partie des retraités devraient récupérer les euros qu'on leur a volés cette année... Macron est loin du compte !

En même temps qu'il prépare une concertation nationale bidon, Macron envoie les forces de l'ordre déloger les gilets jaunes sur les ronds-points.

Depuis des semaines, la violence du pouvoir a provoqué une profonde colère. La vidéo odieuse qui a montré plus de 140 lycéens à Mantes-la-Jolie agenouillés mains sur la tête, certains face à un mur, a suscité révolte et solidarité, de même

que les nouvelles violences policières contre les manifestants, les arrestations « préventives », les nombreux blessés.

Tous ensemble !

Même si Macron ne cède qu'à la marge, ce qui a été obtenu renforce la conviction que ce n'est que par la lutte et par notre organisation qu'on peut gagner, et pas dans des négociations à Matignon, l'Élysée, ou au Parlement.

Cependant le mouvement des Gilets jaunes n'a pas à lui seul la force de faire reculer réellement le gouvernement, les banques et les grands actionnaires qui dirigent la société. Il est indispensable que nous, travailleurs, nous engagions massivement dans le mouvement par la grève et bousculions les routines et la passivité de la plupart des directions syndicales. Alors que des années de « dialogue social » n'ont rien changé, la mobilisation actuelle est en train de faire bouger les choses !

Ce que craint le gouvernement c'est que des grèves se généralisent dans les entreprises, que les milliers de cheminots qui se sont mis en grève au printemps dernier, les centaines de milliers de salariés qui se sont mis en grève contre la loi travail en 2016, les dizaines de milliers de gilets jaunes qui bloquent des ronds-points et manifestent, les étudiants et lycéens qui bloquent leurs lieux d'études, que tous ceux-là se rejoignent.

Nous pouvons les faire reculer pour pouvoir vivre dignement ! Pour cela il nous faut imposer des hausses des salaires et des pensions de 300 € minimum pour tous, la fin du CICE, le rétablissement de l'ISF et prendre sur les profits gigantesques des capitalistes !

Cela, aucun politicien qui nous appelle à « bien voter » ne nous l'offrira qu'il soit de droite, de gauche, et encore moins d'extrême droite !

C'est un rapport de force qu'il faut construire par nos luttes, par la grève, dans la rue.

Pour nous contacter : contact@npa33.org
www.npa33.org 07 83 64 43 49

**Pour lire le Maillon version GFT...
allez sur notre site**



Réquisition !

Au moment où tout le monde parle de justice fiscale grâce à la mobilisation des gilets jaunes, la moindre des justices serait de réquisitionner FAI.

L'usine a reçu des millions d'argent public. Elle a accumulé plusieurs centaines de millions réalisés sur notre travail. Oui, FAI devrait être réquisitionnée sans indemnité ni rachat, devenir un bien public, géré par celles et ceux qui y travaillent ! L'Etat prétend être de notre côté, alors qu'il le fasse si ce n'est pas que des paroles !

Cela signifie s'attaquer à la propriété privée de Ford et contester son pouvoir de fermer l'usine, prendre le contrôle sur les bâtiments et les machines, et sur les comptes pour récupérer l'argent public versé.

Ce serait la seule façon de sauver tous les emplois et de maintenir les salaires. Notre droit à vivre doit passer avant les profits.

A nous de nous faire entendre !

La lutte pour sauver les emplois continue. Le rejet du PSE par les organisations syndicales donne un délai supplémentaire. Alors, même si le coup porté est rude, plus que jamais, c'est notre mobilisation qui est déterminante pour faire reculer et payer Ford.

Et quelle que soit l'issue de la lutte pour les emplois, il nous faut mener aussi la lutte contre ce PSE inique. Qu'ils aient prévu pour nous le licenciement ou la préretraite, dans tous les cas, le compte n'y est pas. Comment retrouver du boulot dans la région ? Comment faire face aux dépenses, aux crédits, assurer l'avenir des enfants ? Et même pour les moins mal lotis qui auraient leur salaire amputé de 30% jusqu'à la retraite, comment vivre avec ça ?

Ford est une multinationale qui compte ses profits en milliards. Quelle que soit notre situation, Ford nous doit bien plus que ce qu'elle veut lâcher.

Cyniques jusqu'au bout !

Pas gênée, la direction répète encore que c'est pour notre bien que nous sommes virés, car son PSE serait meilleur que la reprise. Si on les écoute, il n'y a pas meilleurs patrons qu'eux ! Pour commencer rien n'est réglé, nous ne sommes pas encore dehors, la lutte contre les licenciements continue. Et dans le climat de contestation avec les gilets jaunes, la convergence des luttes devient possible. C'est un encouragement à nous mobiliser.

Ce n'est certainement pas à Ford de dire ce qui est bon pour nous. Ce qu'il nous faut, c'est le maintien de nos emplois ou notre salaire intégral jusqu'à que nous ayons trouvé un nouveau job, et le maintien des salaires pour les préretraités. Pas une, pas un de nous ne doit perdre ni boulot ni argent !

Le jeu pourri de la FMC

La FMC a bien su profiter des différents intérêts des acteurs de cette histoire brutale et dégueulasse pour faire passer son mauvais coup.

Nos résistances ont été jusqu'à maintenant méthodiquement désarmées, par les pressions de la hiérarchie et surtout par les boniments des vendeurs d'illusions.

A commencer par l'Etat, qui bien sûr, s'est penché sur notre sort, a cherché une solution pour notre avenir... sans jamais prendre une mesure autoritaire contre Ford !

Et puis, le repreneur vautour, Punch, qui voulait tout : récupérer une part des marchés de Ford et les licences d'exploitation ; obtenir de l'argent public sous forme d'aide ; faire nos poches en nous imposant des reculs salariaux ; et affaiblir les organisations syndicales pour qu'elles négocient ces reculs au nom de la sauvegarde des emplois.

Les seuls qui se sont frottés les mains, ce sont les patrons et actionnaires de la FMC qui ne voient que des profits à augmenter, à n'importe quel prix.

Le jeu de dupes autour du tapis vert est fini. A nous par nos luttes de faire entendre nos intérêts.

Des paroles ou des actes ?

Tout le personnel politique s'indigne, Le Maire, Juppé, Rousset, jusqu'à Macron ! Ford les a trahis ! Et ils sont tous prêts à se mobiliser comme jamais pour nous aider !

Alors tant mieux qu'ils se prononcent, pour une fois, en faveur des salariés. Notre mobilisation y est sûrement pour beaucoup... Le climat de contestation qui s'étend dans tout le pays avec les gilets jaunes et la jeunesse aussi.

Nous n'oublions pas qu'ils ont tous participé à la casse de l'emploi, en facilitant les licenciements, limitant les recours devant les tribunaux et les indemnités de licenciement. Et ils ont participé à la politique des aides publiques aux entreprises, y compris quand elles supprimaient des emplois. Pour Ford, ce sont des millions d'euros qui ont été versés depuis 1974.

Ils se déclarent maintenant de notre côté ? Qu'ils le prouvent par des actes ! Qu'ils osent prendre des mesures autoritaires, comme la réquisition, contre une multinationale et contre les licenciements !

A GFT, des messes meetings pour endormir ?

Chez nos collègues de GFT, la direction a organisé les 15 et 17 décembre, hasard du calendrier sans doute, deux grandes messes en direction du personnel.

Il s'agissait de parler prévision et qualité de la production, faire la morale sur les scrap... Et bien sûr, de l'avenir de la joint-venture suite aux annonces de Ford concernant FAI. Sans rougir, la direction a assuré qu'il ne fallait pas s'inquiéter, parce que Ford n'avait jamais dit qu'il se retirerait de GFT... Comme si Ford n'annonçait pas clairement son désengagement de l'Europe, comme si Ford ne sacrifiait pas FAI tout en sachant que ça va plomber GFT.

Contre les licenciements, une lutte internationale !

Ford vient d'annoncer 1600 suppressions d'emplois dans l'usine de Saarlouis en Allemagne. Il ferme son siège social de Brentwood en Angleterre. Il y a quelques années, c'étaient les travailleurs de Genk en Belgique qui étaient virés. Ces licenciements s'ajoutent à ceux annoncés ici.

En septembre, Ford a même annoncé un plan mondial de suppression de 12% de ses effectifs, alors que des milliards et milliards de profits ont été accumulés depuis des années et distribués aux actionnaires.

A l'heure où la contestation contre les inégalités sociales grandit et commence à se propager dans plusieurs pays, la lutte contre les licenciements est une question vitale pour les travailleurs de tous les pays.